

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERNOT S.E.T. (Audelange)

Lieudit Les Creux de l'Abbayette
39700 AUDELANGE

Références : LB/MB/2022/L_197

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2022 dans l'établissement PERNOT S.E.T. (Audelange) implanté Lieudit Les Creux de l'Abbayette 39700 AUDELANGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOT S.E.T. (Audelange)
- Lieudit Les Creux de l'Abbayette 39700 AUDELANGE
- Code AIOT dans GUN : 0005903227
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitation de la carrière initialement autorisée par l'arrêté préfectoral n°156 du 7 février 2007, pour une durée de 20 ans, a été modifiée par arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-29-DREAL du 24 juin 2020 pour accueillir et éliminer des déchets inertes pour le remblaiement de la carrière, modifier le phasage d'exploitation et les conditions de remise en état.

Cette inspection inopinée vise à vérifier le respect de certaines prescriptions indiquées dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2020-29-DREAL du 24 juin 2020, notamment concernant les conditions d'admission des déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions d'admission des déchets inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
document_préalable_a dmission	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
procédure_admission	AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les procédures d'admission des déchets inertes conformément à l'arrêté complémentaire de 2020 ; quelques améliorations ou précisions sont à apporter.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : document_préalable_admission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; • l'origine des déchets ; • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ; • la quantité de déchets concernée en tonnes ; • la conformité des déchets à leur destination. <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant montre un document d'acceptation préalable vierge. Les documents remplis sont conservés au siège social de l'entreprise.</p> <p>L'exploitant précise que le badge du transporteur ne peut fonctionner à la bascule que si le document préalable d'acceptation a été validé.</p> <p>Les éléments contenus dans le document d'acceptation préalable vierge sont conformes à l'article 23.bis.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/06/2020.</p> <p>DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra le document préalable d'acceptation correspondant aux accusés réception pour les références suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - client: MALPESA 23 rue de BESANCON 25270 LEVIER - chantier: LONGWY-SUR-LE-DOUBS - transporteur: PEREZ - véhicule EK303VH - journées: 28/01/2022 et 01/02/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : procédure_admission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2020, article 23.bis.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Contrôle Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. La détection des goudrons est réalisée à la réception des mélanges bitumineux. Accusé d'acceptation et registre En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable sus-cité par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;• la date et l'heure de l'acceptation des déchets. L'exploitant tient un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception ;• l'accusé d'acceptation des déchets ;• la nature du déchet entrant (avec son code déchet) ;• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets (lieu de production) ;• le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;• la masse des déchets, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ;• le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
Constats : - L'exploitant indique procéder au contrôle visuel d'admission des déchets et à la détection des goudrons lors de la réception des mélanges bitumineux, conformément à l'article 23.bis.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/06/2020. - L'inspection a vérifié par sondages quelques accusés réceptions. DEMANDE DE COMPLEMENTS : les documents d'accusés réceptions ne sont pas visés par le chauffeur et le client dans les cases prévues à cet effet, et les références du chantier ne sont pas toujours indiquées. - L'exploitant tient un registre d'admission en version informatique conforme à l'article 23.bis.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/06/2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet